

Livré sur changeon
le 29 septembre 2025

Indivision Bouvet
7 rue Pierre du colombier
35450 Livré sur changeon
Tél : 06 21 03 47 68
mail : prbouvet@wanadoo.fr

Madame, Monsieur,

Par la présente je viens déposer une demande de classement d'une parcelle dont je suis co propriétaire avec mes frères et sœurs

Il s'agit de la parcelle ZH 48 d'une contenance de 2 ha 35 a 00ca. Cette parcelle est actuellement classée en 1AULa . Nous demandons à ce qu'elle soit classée en UE.
Cette parcelle est situé à Livré sur Changeon

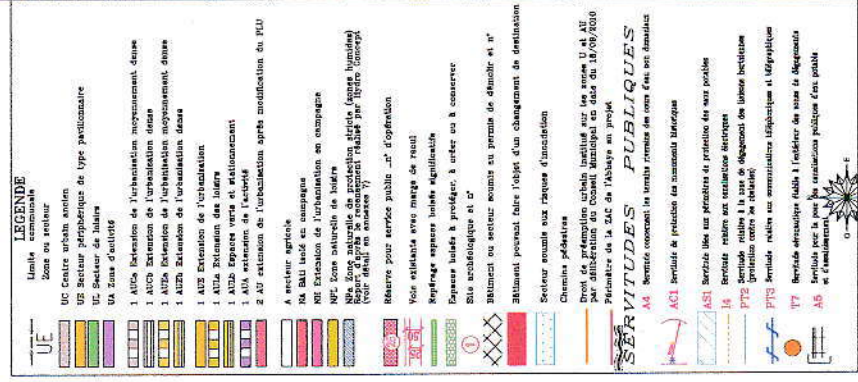
Je reste à votre disposition pour tous renseignements nécessaires

Dans l'attente de votre retour, recevez Madame Monsieur, L'expression de mes sentiments distingués.

Pour l'indivision :
Pierre Bouvet



Signature et tampon de la mairie :



Département :
ILLE ET VILAINE

Commune :
LIVRE-SUR-CHANGEON

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
RENNES

Section : ZH

Échelle d'origine : 1/2000

Échelle d'édition : 1/2000

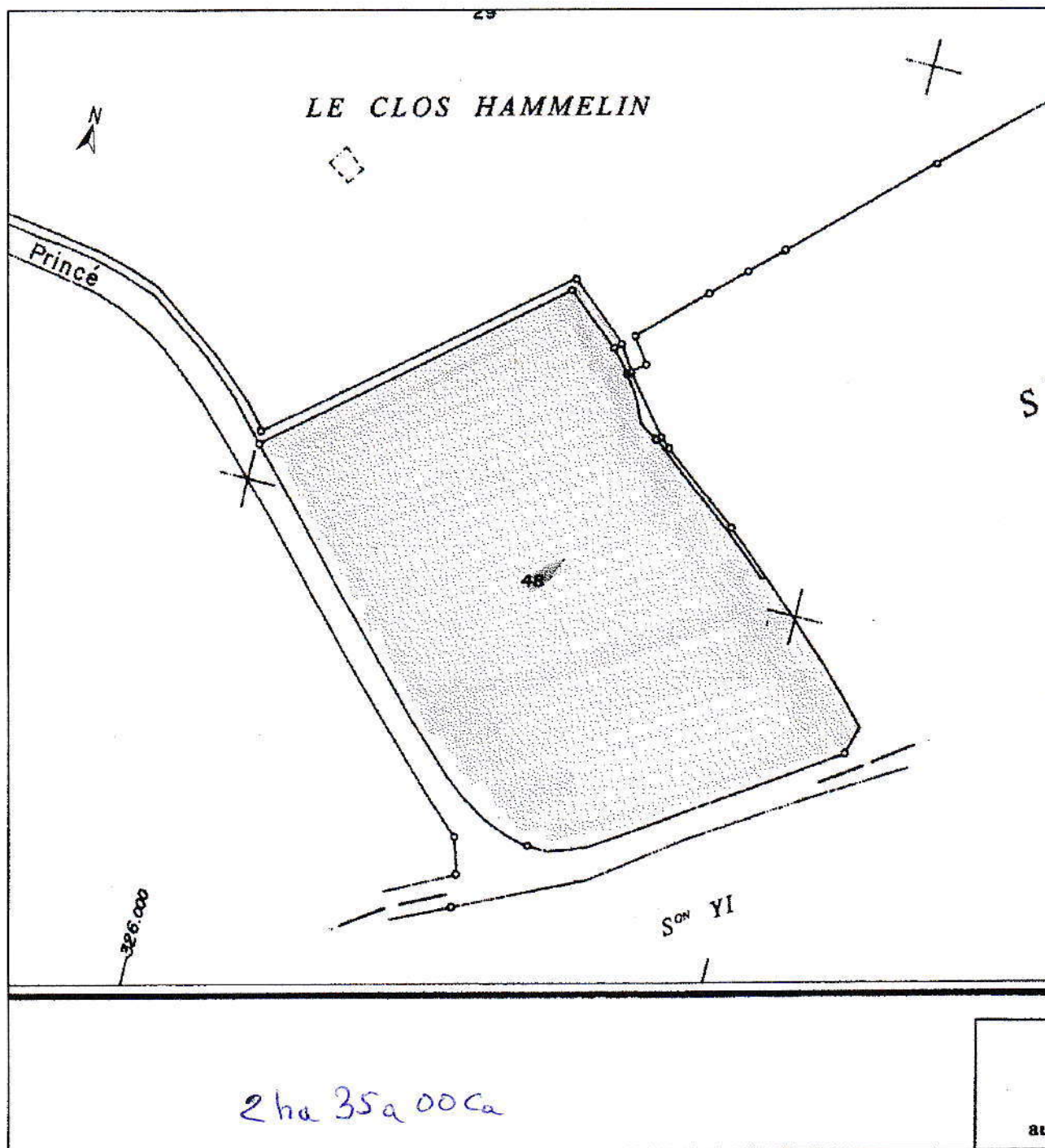
Date d'édition : 03/07/2008
(fuseau horaire de Paris)

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre gouv fr

©2007 Ministère du budget, des comptes
publics et de la fonction publique

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Taxes foncières pour 2025
votées et perçues par la commune de
LIVRE-SUR-CHANGEON
les collectivités territoriales et divers organismes

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SIP RENNES 2
2 BD MAGENTA CS 24441
35000 RENNES

AVIS D'IMPÔTS LOCAUX

SD : 86550860485546S

9737-003077-0015-2



Vos références

Numéro fiscal (C) : 12 70 324 731 193
Référence de l'avis : 25 35 4211588 37

Numéro de propriétaire : 154 B00634 Y

Département d'imposition : 35
ILLE-ET-VILAINE

Commune d'imposition : 154
LIVRE-SUR-CHANGEON

Numéro de rôle : 221
Date d'établissement : 11/08/2025
Date de mise en recouvrement : 31/08/2025

Identifiant service : 35054

BOUVET PIERRE
7 RUE PIERRE DU COLOMBIER
35450 LIVRE SUR CHANGEON

Somme à payer

115,00 €

Date limite de paiement : 15/10/2025

Les modalités de paiement sont détaillées dans la notice de cet avis.

Vos contacts

Par messagerie sécurisée
dans votre espace particulier ou professionnel sur
impots.gouv.fr

Par téléphone
- pour toutes questions sur le prélèvement à
l'échéance ou sur le prélèvement mensuel :
au 0 809 401 401 *
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h
- pour toute autre question, votre centre des
finances publiques (coordonnées ci-dessous)

Sur place
horaires de votre centre des finances publiques sur
impots.gouv.fr, rubrique Contact et prise de RDV

• pour le paiement de votre impôt :

SIP RENNES 2
2 BD MAGENTA CS 24441
35000 RENNES
Tél : 02 99 29 37 48

• pour le montant de votre impôt :

SDIF ILLE ET VILAINE
CEL FONC DEPARTEMENTALE ST MALO
2 BOULEVARD MAGENTA
BP 12301
35023 RENNES CEDEX 9
Tél : 02 99 29 23 03

* (service gratuit + coût de l'appel)

Flashcode

Flashez ce code avec l'application « Impots.gouv »
pour payer par smartphone ou tablette.
Scannez ce code pour payer en espèces ou par carte
bancaire auprès d'un buraliste ou partenaire agréé.



Plus d'informations dans la notice de cet avis.

Les taxes foncières sont affectées aux collectivités territoriales et l'évolution annuelle de leur montant, prévue par la loi, provient de deux facteurs :

- la revalorisation automatique en fonction de l'inflation de la valeur locative du bien prise en compte pour déterminer le montant de la taxe ;
- les taux d'imposition déterminés chaque année par les collectivités.

Vous pouvez payer cette somme en utilisant le talon de paiement joint à la fin de l'avis.

DÉBITEUR(S) LÉGAL(AUX)		
Identifiant	Droit	Désignation et adresse
MBBNMZ	PROP/INDIVIS	BOUVET PIERRE MARIE JEAN JULIEN
MCWCR5	USUFRUITIER	FAUVEL MARTINE JEANNINE CLAUDETTE

Taxes foncières 2025		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations	
Propriétés bâties	Taux 2024	%	%	%	%	%	%		
	Taux 2025	%	%	%	%	%	%		
	Adresse								
	Base								
	Cotisation								
	Cotisation lissée								
	Adresse								
	Base								
	Cotisation								
	Cotisation lissée								
	Cotisation 2024								
	Cotisation 2025								
	Variation	%	%	%	%	%	%		
			Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxe additionnelle	Taxes spéciales	Chambre d'agriculture	Taxe GEMAPI
Propriétés non bâties	Taux 2024	46,42 %	%	6,35%	26,42%	0,182%	10,70%	0,466%	
	Taux 2025	46,42 %	%	6,35%	26,42%	0,192%	11,72%	0,546%	
	Bases terres non agricoles								
	Bases terres agricoles	158		158			226	158	
	Cotisation 2024								
	Cotisation 2025	73		10			26	1	110
	Variation	%	%	%	%	%	%	%	
	Dégrevement jeunes agriculteurs (JA)				Base du forfait forestier	Majoration base terrains constructibles	Caisse d'assurance des accidents agricoles		
	Base État						Droit proportionnel :		
	Base collectivité						Droit fixe :		
Pour assurer la compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, cette année, votre commune fera l'objet d'un versement complémentaire de taxe foncière de 76649 €. Pour plus d'informations, consultez la notice. Il n'est pas possible d'éditer l'évolution de vos cotisations. La base communale des terres agricoles exonérée est de 68 €.						Frais de gestion de la fiscalité directe locale			5
Références administratives : 350 21 111 054 154 154 V N						Dégrevement Habitation principale			
						Dégrevement JA État			
						Dégrevement JA Collectivité			
						Montant de votre impôt			115

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R*190-1 et R*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2026.

Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail, sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement, ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en oeuvre, en consultant impots.gouv.fr, rubrique « ouverture des données publiques de la DGFIP ». Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en oeuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de Bercy 75772 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : <https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles>.

Les destinataires de ces données sont les agents habilités de la DGFIP, dans le cadre de leurs attributions et conformément au besoin d'en connaître, les personnes et autres tiers auxquels la loi donne qualité pour en connaître dont notamment les organismes visés par l'article L.135 B du livre des procédures fiscales. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez des droits suivants : droit d'accès, droit de rectification des données vous concernant, droit à la limitation du traitement, ainsi que le droit d'opposition au traitement de vos données personnelles hors obligation légale imposant à la DGFIP de traiter lesdites données ou dérogation réglementaire. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande au centre des finances publiques ou à l'adresse suivante : donnees-personnelles-mes-droits@dgif.finances.gouv.fr. Pour toutes les questions autres que celles relatives à vos données personnelles (situation et gestion fiscale, changement de situation...), il convient de contacter le service gestionnaire aux coordonnées indiquées dans la rubrique contact de l'avis. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.